



APRÈS L'OFFICIALISATION DE LA LANGUE DANS LA CONSTITUTION

Tamazight : le plus dur reste à faire

Saïd Doumane, enseignant à l'université de Tizi Ouzou

La menace d'extinction de la langue amazighe est, ainsi, plus forte de nos jours qu'elle ne l'a été hier, alerte Saïd Doumane, enseignant à l'université de Tizi Ouzou.

Comme chaque année à la même période de la célébration du Printemps berbère d'Avril 1980, la question de la prise en charge de tamazight, ses perspectives d'avenir et les défis qui attendent ses défenseurs sont, encore une fois, remis sur la table des débats à l'occasion du 38e anniversaire de ces événements qui ont consacré la rupture historique avec la politique de la pensée, de la culture et du parti unique imposée à l'Algérie depuis son Indépendance.

Si des voix s'élèvent de plus en plus, à commencer par le Premier ministre Ahmed Ouyahia, pour "décréter" la fin du combat identitaire sous prétexte que de nombreux acquis sont arrachés dans ce domaine et que tamazight a fini par être hissée au rang qu'elle mérite, notamment avec son officialisation à la faveur de la révision constitutionnelle de 2016, de nombreux autres, et certains comptent parmi les acteurs d'Avril 1980, estiment plutôt que c'est justement maintenant que les choses sérieuses commencent, tant les insuffisances sont nombreuses et les vellétés de folkloriser la culture amazighe, sinon de dévoyer son combat de sa trajectoire, sont fortes et, surtout, omniprésentes.

L'analyse faite récemment par Saïd Doumane, professeur à l'université de Tizi Ouzou et ancien militant de la cause berbère, est, à ce titre, des plus édifiantes.

"Les dernières évolutions relatives à la question amazighe, à savoir langue nationale, officielle, Yennayer, académie, enseignement...éludent le débat plus qu'elles ne le clarifient. Tamazight, qui a su développer une capacité de résilience à toute épreuve, tend, aujourd'hui, et de plus en plus, à échapper à ses défenseurs pour échoir dans des instances qui déclarent, la main sur

le cœur, avoir été injustes à son endroit et qu'elles sont désormais prêtes à la prendre en charge. Cette nouvelle donne nécessite une réflexion au lieu de crier béatement victoire”, a-t-il analysé, tout en se disant convaincu que “c'est maintenant que les choses sérieuses commencent”. Ceci est d'autant plus vrai, de son point de vue, qu'autant, explique-t-il, “nous savons agir en dehors et contre le système en place dans notre pays, autant nous sommes démunis et désarmés dès lors qu'il s'agit d'évoluer dans le cadre, comprendre le carcan ou la camisole, qu'il nous a échafaudés”.

Pour lui, la menace d'extinction de la langue amazighe est, ainsi, plus forte de nos jours qu'elle ne l'a été hier, et ce, en raison de la tentation, d'un côté, d'une partie de la militance amazighe par l'hypothèse que le pouvoir a fait son mea culpa et décidé de réparer sa faute historique, et ce, tout en donnant du crédit aux discours et aux mesures officiels, et, d'un autre côté, des velléités du pouvoir de déposséder les locuteurs de leur langue pour en faire une propriété d'État, comme il a procédé dans les domaines de la religion, des ressources naturelles et de la vie politique.

Comme de nombreux militants de la première heure, Saïd Doumane considère que “la prise en charge de tamazight dans le cadre de l'État-nation en vigueur n'est qu'un leurre de plus”. “Il ne saurait y avoir de réalisation démocratique dans un état dont les fondements et les pratiques sont à l'opposé des réalités historiques, sociales et culturelles de l'Algérie et de ses entités territoriales plurielles”, argumente-t-il sur ce point.

Même une académie de langue amazighe et l'enseignement de cette langue dans le cadre du paradigme national-étatiste hérité du jacobinisme français et du baâthisme arabe sont, à ses yeux, voués à l'échec. Pour preuve, appuie-t-il, il suffit d'observer la place accordée jusque-là à tamazight dans l'administration de l'État, dans les médias, dans la vie publique en général. “Au mieux, un peu de folklore amazigh et quelques discours lénifiants et de circonstance”, déplore-t-il, non sans esquisser une perspective de sortie de ce marasme qui est, à son avis, dans la mise en cause de ce système, à travers, notamment, une réforme profonde de son bras armé : l'État et ses modes de gouvernance.

Samir LESLOUS